

La Lettre de la DOC

6 mars 2018 – n° 301

LA FORMATION

Pénicaud dévoile son plan pour la formation

Le dispositif de la formation professionnelle, dévoilé par la ministre du travail va connaître des changements de grande ampleur.

<http://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/dossier-de-presse-reforme-de-la-formation-professionnelle>

(à lire dans : *Monde (le)*, 06/03/2018, p. 8)

Le compte personnel d'activité des agents

Tout fonctionnaire bénéficie d'un accompagnement personnalisé pour élaborer et mettre en œuvre son projet professionnel et les actions nécessaires à sa mise en pratique. La mobilisation du compte personnel de formation doit faire l'objet d'un accord entre l'agent et son administration, toute décision de refus devant être motivée. Ce compte peut être mobilisé avec les différents dispositifs de congés pour bilan de compétences, pour validation des acquis de l'expérience ou pour préparation aux concours et examens.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2404, 26/02/2018, p. 54-56)

Compétences, transitions, pratiques : le défi de l'innovation

Bref compte-rendu de la 15ème Université d'hiver de la formation professionnelle :

- intervention d'Estelle Sauvat sur la mise en œuvre du plan d'investissement compétences
- des acteurs de la formation et de l'orientation mobilisés dans la perspective de la réforme
- l'enjeu de la qualité des formations avec le groupement d'intérêt économique Datadock Organismes de formation.

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 938, 15/02/2018, p. 9-18)

Production express. Qu'est-ce que le rapid learning ?

Fiche descriptive du "rapid learning" outil de production de module de formation à distance : définition et usages. Les logiciels du rapid learning

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 938, 15/02/2018, p. 20)

ADMINISTRATION – FONCTION PUBLIQUE (Statut, organisation)

Textes officiels

Décret n° 2018-152 du 1er mars 2018 portant diverses dispositions statutaires relatives aux agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles

Le décret élargit les missions des agents de maîtrise territoriaux à la coordination des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles qui accèdent à ce cadre d'emplois par concours ou promotion interne. Il crée un concours interne spécial pour leur accès au cadre d'emplois d'animateur.

(à lire dans : *Journal officiel de la République française. Lois et décrets, n° 52, 05/03/2018*)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036666089>

Circulaire du 15 février 2018 relative au non versement de la rémunération au titre du premier jour de congé de maladie des agents publics civils et militaires

Le délai de carence d'une journée est applicable aux agents publics à compter du 1er janvier 2018. La présente circulaire traite des situations des agents publics civils et militaires, à l'exclusion des salariés pour lesquels l'indemnisation de leur congé de maladie n'est pas assurée par un régime obligatoire de sécurité sociale ou est assurée par un régime spécial de sécurité sociale mentionné à l'article L. 711-1 du code de la sécurité sociale.

(à lire dans : *circulaires.legifrance.gouv.fr, 19/02/2018*)

http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2018/02/cir_43069.pdf

Articles

A quelle sauce sera mangée la territoriale ?

Le gouvernement lance une réforme de la fonction publique. La territoriale a été peu présente dans les réflexions de départ. Forte de 55 000 employeurs, elle a des spécificités que les collectivités tiennent à défendre. Question d'autonomie. Les territoriaux admettent que des améliorations sont possibles. Le statut, déjà très malléable, reste indispensable, mais peut être assoupli. D'autres pistes sont envisageables : simplification dans la gestion RH, mutualisations, management... Un certain nombre d'outils que le gouvernement veut développer sont déjà utilisés dans la FPT. Personne, au sein des collectivités, ne souhaite une révolution, ni même estime nécessaire un "grand soir" de la territoriale.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la), n° 2404, 26/02/2018, p. 30-40*)

Les assistants territoriaux socioéducatifs

Les assistants territoriaux socio-éducatifs font partie d'un cadre d'emplois social de la catégorie A et sont répartis dans deux grades depuis le 1er février 2018. Leur recrutement intervient après inscription sur la liste d'aptitude établie à l'issue d'un concours sur titres avec épreuves. Les fonctionnaires relevant de l'ancien cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs sont intégrés dans ce nouveau cadre d'emplois selon un tableau de correspondance.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la), n° 2404, 26/02/2018, p. 60-61*)

Chief digital officer : un poste à géométrie variable

Si les missions du "chief digital officer" dans le secteur privé sont bien identifiées, elles sont plus diverses dans les collectivités, tout comme l'appellation du poste.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 31)

Le droit de grève dans la fonction publique territoriale

Selon l'article 10 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, "les fonctionnaires exercent le droit de grève dans le cadre des lois qui le réglementent". Les agents du secteur public doivent respecter un préavis de cinq jours francs avant d'exercer leur droit de grève. Ce préavis doit préciser les motifs de la grève. Un fonctionnaire territorial qui participe à une grève, se voit opposer une absence de service fait qui donne lieu à une retenue sur son traitement.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 68-69)

Au Sénat, les policiers municipaux expriment leur besoin de reconnaissance

Après la police et la gendarmerie, la toute nouvelle commission d'enquête sur les forces de sécurité intérieure a auditionné le 15 février 2018 les cinq syndicats représentatifs de la police municipale. L'occasion pour eux de s'exprimer sur le malaise de la police et de revendiquer une meilleure prise en compte statutaire et sociale.

(à lire dans : *lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité*, 19/02/2018)

"On n'améliorera pas le service public en stigmatisant les fonctionnaires"

Membre du collectif des Économistes atterrés, l'économiste Christophe Ramaux défend régulièrement la fonction publique, selon lui génératrice de richesses et indispensable vecteur de cohésion sociale. Un discours tonique dans un contexte propice au déploiement du fonctionnaire bashing.

Pour lui, "le service public est souvent moins cher : il n'y a pas d'actionnaires à rémunérer et les cadres y sont moins bien payés que dans le privé". Entretien.

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 515, 02/2018, p. 12-13)

Comment remplir dans les règles la déclaration de situation patrimoniale

C'est une nouveauté de la loi Déontologie, les DGS et DGA des plus grosses collectivités sont soumis à l'obligation de déclarer leur patrimoine et de souscrire à une déclaration d'intérêt. La déclaration de situation patrimoniale vise notamment à permettre à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique de pouvoir procéder aux vérifications nécessaires avant la prise de fonction et après le départ de l'agent. Voilà comment procéder pour rester dans les clous.

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 515, 02/2018, p. 46-48)

Comment se déroule un contrôle Urssaf dans une collectivité territoriale

Au même titre que les entreprises, les collectivités peuvent faire l'objet de contrôle de l'Urssaf. Charges d'animateurs des centres de loisirs non conformes, cadeaux faits aux agents partant à la retraite...les irrégularités, des plus importantes aux plus anecdotiques, peuvent provoquer des redressements allant jusqu'à des centaines de milliers d'euros. C'est dire l'importance du sujet pour ceux qui penseraient encore que les collectivités territoriales bénéficient d'une impunité en matière de contrôle Urssaf.

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 515, 02/2018, p. 50-53)

Fonction publique : de nombreux chantiers en 2018

Gouvernement, employeurs et syndicats doivent se pencher sur des sujets impactant l'ensemble des agents sur fond de transformation de l'action publique.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 354, 02/2018, p. 12)

Le nouveau régime indemnitaire applicable aux agents territoriaux

Le Rifseep s'applique dans les collectivités au fur et à mesure de la parution des arrêtés ministériels pour les corps de l'Etat.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 354, 02/2018, p. 52)

Report de la mise en œuvre du PPCR

Deux décrets du 21 décembre 2017 reportent d'un an la date d'entrée en vigueur des revalorisations indiciaires et des dispositions statutaires qui devaient s'appliquer à compter du 1er janvier 2018 dans le cadre du protocole sur les parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR).

(à lire dans : *Informations administratives et juridiques (les)*, n° 1, 01/2018, p. 2-5)

Lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2018 : les dispositions applicables à la fonction publique

Cet article passe en revue les dispositions des lois publiées le 31 décembre 2017 applicables aux employeurs locaux : jour de carence, taux de cotisation au régime général de la sécurité sociale, augmentation du taux de CSG et mise en œuvre de l'indemnité compensatrice, versement transport. Trois tableaux récapitulent les cotisations au régime spécial et général de la sécurité sociale et celles versées aux centres de gestion et CNFPT.

(à lire dans : *Informations administratives et juridiques (les)*, n° 1, 01/2018, p. 6-15)

La mise en œuvre des nouveaux dispositifs de diversification des recrutements

La loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté a introduit dans le droit de la fonction publique plusieurs mesures visant à diversifier les modalités d'accès aux emplois publics. Un premier décret d'application du 12 octobre 2017 assouplit les conditions d'accès au PACTE. Un second, de la même date, précise les conditions d'application du dispositif d'accompagnement à l'accès aux cadres d'emploi de catégorie A et B.

(à lire dans : *Informations administratives et juridiques (les)*, n° 1, 01/2018, p. 16-21)

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – URBANISME – LOGEMENT – TRANSPORTS

Articles

Sécurité routière : les collectivités en première ligne

L'association Prévention routière encourage les collectivités ayant mené des actions significatives en faveur de la sécurité sur leurs routes lors d'un palmarès annuel. Les communes, intercommunalités, départements et régions, quels que soient leur taille et leurs moyens, peuvent s'engager dans la lutte contre l'insécurité routière. Les collectivités volontaires s'inscrivent auprès de l'association, dont les bénévoles se rendent ensuite sur le terrain pour constater les initiatives mises en œuvre.

<https://www.preventionroutiere.asso.fr/>

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2404, 26/02/2018, p. 42-44)

Encore des obstacles sur la route des navettes autonomes

Les navettes autonomes devraient permettre de répondre à des besoins de mobilité non satisfaits, notamment lorsqu'elles seront "à la demande". Les tests ont actuellement lieu dans les métropoles. Des expérimentations en milieu rural pourraient voir le jour prochainement. Les opérateurs expérimentent des navettes électriques sans chauffeur, capables de transporter une dizaine de personnes à la fois, et d'opérer à la demande.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2404, 26/02/2018, p. 46-47)

Grand Paris Express : le gouvernement dévoile son calendrier

Le premier ministre et la ministre des Transports viennent de rendre leurs arbitrages sur le futur métro du Grand Paris et ont précisé le calendrier. Ce vaste projet comprend quatre nouvelles lignes automatiques, ainsi que des prolongements de la ligne 14.

(à lire dans : *Lefigaro.fr*, 22/02/2018)

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/02/22/20002-20180222ARTFIG00106-grand-paris-express-le-gouvernement-rend-ses-arbitrages-ce-jeudi.php>

Réglementation. Comment réaliser des projets sans plomber les budgets des collectivités

Si la question de la libération du foncier se pose pour construire plus, l'acquisition des terrains n'est pas l'unique réponse. De nombreux outils existent.

(à lire dans : *Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le)*, n° 5963, 16/02/2018, p. 86-89)

Le drone aérien civil : un objet juridique volant identifié

L'usage des drones civils s'est démocratisé, l'objet séduisant à la fois les particuliers et les entreprises. De nouvelles règles de sécurité, entrant en vigueur en 2018, ont récemment été adoptées pour accompagner la croissance du secteur. Aujourd'hui un corpus juridique complet régit l'utilisation de l'espace aérien, la formation des pilotes, l'encadrement des prises de vue aériennes et la responsabilité des opérateurs de drones.

(à lire dans : *Petites affiches*, n° 34, 15/02/2018, p. 5-8)

Redynamiser les centres-villes, un défi pour le Grand Paris

Partout sur le territoire métropolitain, on constate une baisse des commerces de proximité et de l'attractivité des centres-villes. Un phénomène préoccupant dont s'est saisie la Métropole du Grand Paris avec un nouveau plan d'action.

(à lire dans : *Gazette Grand Paris développement (La)*, 10/02/2018, p. 6-7)

Le plan local d'urbanisme, outil de protection de l'environnement ?

Le plan local d'urbanisme (PLU) est-il un instrument juridique (et politique) permettant d'œuvrer à la protection de l'environnement à un échelon infranational ? La réponse esquissée au sein de cette étude est nuancée. Si le PLU est en effet supposé intégrer des objectifs de préservation de la nature au moment de son élaboration ainsi que lors de sa révision, il se trouve dans les faits largement abandonné au libre arbitre environnemental des communes car ces exigences s'avèrent excessivement générales et relatives. Par conséquent, d'une municipalité à l'autre, le PLU pourra être très ou peu favorable à la défense de l'environnement.

(à lire dans : *Droit administratif*, n° 2, 02/2018, p. 20-25)

Le gouvernement durcit sa politique de sécurité routière

Pour lutter contre la mortalité sur les routes, dix-huit nouvelles mesures ont été annoncées, le 9 janvier 2018, dont certaines concernent directement les collectivités.

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2018/01/dossier_de_presse_-_comite_interministeriel_de_la_securite_routiere_-_mardi_9_janvier_2018.pdf

(à lire dans : *Maires de France*, n° 354, 02/2018, p. 16)

COLLECTIVITES TERRITORIALES – INTERCOMMUNALITE

Articles

Relations avec l'Etat : les collectivités veulent sortir du maquis des contrats

Alors que Matignon engage une réflexion sur les outils de l'aménagement du territoire, l'Assemblée des communautés de France veut en finir avec les logiques en silos imposées par le pouvoir central.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2404, 26/02/2018, p. 8-10)

Etude "La Gazette" - MNT : usagers, agents et élus pensent que la fonction publique territoriale doit s'adapter

Dans un contexte d'interrogation sur l'avenir de la FPT et des services publics locaux, "La Gazette", avec la MNT, a recueilli l'avis d'usagers, d'élus et d'agents.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2404, 26/02/2018, p. 12-13)

Restauration scolaire : pour une tarification progressive... jusqu'à la gratuité

Une proposition de loi relative à "la tarification de la restauration scolaire", qui entend notamment accorder la gratuité aux familles les plus modestes, vient d'être déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale.

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/BlobServer?blobkey=id&blobnocache=true&blobwhere=1250171058355&blobheader=application%2Fpdf&blobcol=urldata&blobtable=MungoBlobs>

(à lire dans : *Localtis.info*, 21/02/2018)

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250280643518&nl=1>

La cantine scolaire, reflet des transformations de la société

Arriver à 50 % de repas bios, proposer des menus végétariens pour, entre autres, contourner les débats sur la laïcité, garantir le droit absolu à la cantine... Alors que le rapport à l'alimentation des Français a beaucoup évolué, les cantines scolaires prennent le même chemin.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 8-10)

Le port du voile dans les espaces publics

La loi interdit la dissimulation du visage dans l'espace public. A charge pour les collectivités de faire respecter ce principe dans les lieux et les situations qui les concernent.

(à lire dans : *Journal des maires et des conseillers municipaux*, n° 2, 02/2018, p. 54-55)

"Territoires hautement citoyens" secoue la démocratie participative

Le programme du collectif Démocratie ouverte regroupe une centaine d'"innovateurs démocratiques" : associations, civic techs, entreprises, chercheurs, élus, journalistes, etc. Une recherche-action territorialisée de 12 à 30 mois vise à sensibiliser et à outiller les collectivités pour rénover leur action démocratique. Des tests d'outils et de méthodes sont menés pour favoriser l'engagement citoyen au niveau local.

<http://www.territoires-hautement-citoyens.fr/>

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 320, 02/2018, p. 52-53)

Opter pour une gestion dynamique du cimetière

L'expression "gestion dynamique" pour un cimetière peut étonner. Pourtant, elle décrit bien l'approche que doivent suivre les gestionnaires d'un lieu confronté à de profondes mutations : évolution des pratiques funéraires, pression foncière, exigences environnementales, insertion urbaine... Ces évolutions concernent aussi bien le cimetière que les agents chargés de son entretien.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 354, 02/2018, p. 48-49)

Restauration bio : quelle recette ? [DOSSIER]

Au sommaire du dossier :

- Bio : un changement d'état d'esprit
- Croc la vie : repas bio et locaux pour les tchios- A Templemars (59) Croc la vie mitonne 3000 repas par jour pour les 150 crèches du Nord et Pas-de-Calais
- A Nogaro (32), le bonheur est dans l'assiette ! - Cantine scolaire récompensée par le trophée des "victoires des cantines rebelles" en 2017

(à lire dans : *Nutrition infos Collectivités*, n° 11, 02/2018, p. 17-23)

L'Etat civil, et maintenant ?

La loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle et ses nombreux textes d'application constituent un tournant important pour les services de l'état civil. La prise en charge de nouvelles responsabilités leur impose d'adapter leur organisation sans desservir le service rendu à l'utilisateur. Un vrai challenge pour les mairies. Ce dossier se veut un véritable guide méthodologique pour la mise en place des procédures d'enregistrement des PACS, de changement de prénom ou encore du COMEDEC.

(à lire dans : *Actualité Juridique. Collectivités Territoriales*, n° 2, 02/2018, p. 67-83)

L'organisation territoriale en région Ile-de-France

"Ce référentiel analyse les faiblesses de l'organisation de la région Ile-de-France et ses conséquences en termes d'inégalités territoriales ; il propose différentes pistes d'évolution législatives pour y remédier" :

- une région stratégique
- une organisation territoriale éclatée au sein de la région
- une organisation territoriale de la métropole du Grand Paris complexe et inachevée
- une organisation territoriale à l'origine d'importantes inégalités
- réduire les inégalités territoriales en région Ile-de-France : les scénarios possibles.

(à lire dans : *Cour des comptes*, 31/10/2017, 13 p.)

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-01/20180111-refere-G64-17-0510E-organisation-territoriale-IDF.pdf>

CONCOURS

Textes officiels

Décret n° 2018-153 du 1^{er} mars 2018 modifiant le décret n° 2004-248 du 18 mars 2004 fixant les conditions d'accès et les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des agents de maîtrise territoriaux et le décret n° 2011-559 du 20 mai 2011 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des animateurs territoriaux

Dans le cadre du concours interne d'accès au cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux, le décret prend en compte la spécialité "hygiène et accueil des enfants des écoles maternelles ou des classes enfantines". Il précise les modalités du concours interne spécial d'accès au cadre d'emplois des animateurs territoriaux pour ces mêmes agents.

(à lire dans : *Journal officiel de la République française. Lois et décrets*, 03/03/2018)

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036666118

Articles

Données à caractère personnel : accès aux copies d'examen

Un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne précise que les copies d'examen et les annotations des correcteurs sont des données à caractère personnel.

CJUE, 20 décembre 2017, Nowak, aff. C-434/16

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?docid=198059&doclang=fr>

<https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2017-12/cp170140fr.pdf>

(à lire dans : *Actualité Juridique. Droit Administratif*, n° 6/2018, 19/02/2018, p. 333-334)

Concours : seul un risque avéré de manque d'impartialité justifie de ne pas interroger un candidat

La participation à un examen ou un concours requiert des membres du jury une stricte impartialité. Pour autant, le seul fait que l'un d'eux connaisse un candidat ne suffit pas à justifier qu'il s'abstienne de participer aux délibérations.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do;%20jsessionid=A07AB9040CF7881714F088B2B682AEC4.tpdila11v_2?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000034879189&fastReqId=574235197&fastPos=10

(à lire dans : *Lettre de l'employeur territorial (la)*, n° 1568, 30/01/2018, p. 4)

CULTURE

Articles

Bibliothèques. Quel accueil pour les réfugiés ?

Les services en direction des réfugiés et des migrants se multiplient dans les bibliothèques françaises mais, en l'absence de cadre national, les établissements doivent bâtir seuls des réponses. Plusieurs outils devraient pourtant voir le jour dans les prochains mois à l'échelle nationale ou européenne.

(à lire dans : *Livres hebdo*, n° 1163, 02/03/2018, p. 22-25)

Bibliothèques. Rapport Orsenna : et après ?

Excellent outil de communication, le rapport de Erik Orsenna sur les bibliothèques dévoilé le 20 février 2018 satisfait globalement la profession. La balle est désormais dans le camp de l'Etat. Professionnels, élus et associations attendent maintenant de voir comment ses 19 propositions vont se traduire concrètement et avec quels moyens.

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Espace-documentation/Rapports/Rapport-Voyage-au-pays-des-bibliotheques.-Lire-aujourd-hui-lire-demain>

(à lire dans : *Livres hebdo*, n° 1163, 02/03/2018, p. 14-17)

Macron met les bibliothèques au centre de sa politique culturelle

Le gouvernement veut favoriser les ouvertures des établissements le dimanche. Erik Orsenna, missionné pour faire un "tour de France des bibliothèques" et recueillir les attentes des parties prenantes (élus, professionnels des bibliothèques et usagers), vient de rendre son rapport.

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/182381/1994393/version/1/file/20182002%20Rapport%20Voyage%20au%20pays%20des%20biblioth%C3%A8ques.pdf>

(à lire dans : *Monde (le)*, 21/02/2018, p. 11)

Accueil des migrants : le rôle méconnu des bibliothèques

La crise migratoire conduit dans les bibliothèques des usagers inhabituels : des migrants qui ne viennent pas forcément pour les livres et qui peuvent affluer. Les agents et l'encadrement ont besoin d'outils pour que la bibliothèque fonctionne normalement, en accueillant les habitués et les nouveaux venus. L'accueil universel de tous les publics, l'accompagnement à l'apprentissage du français et l'interculturalité se travaillent avec les usagers et les équipes.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 44-46)

Révision de la collecte des archives publiques : un chantier délicat

La ministre de la Culture, Françoise Nyssen, s'attelle à la réévaluation de la collecte des archives publiques. Une démarche qui est devenue une nécessité face à la masse considérable de documents et de données accumulée au fil des années. État et professionnels s'accordent sur le constat. Mais l'ombre du programme d'action publique 2022 et des réductions budgétaires risque de polluer le débat.

<https://francearchives.fr/fr/actualite/82767225>

(à lire dans : *lagazettedescommunes.com*, 14/02/2018)

DROIT ET INSTITUTIONS

Textes officiels

Décret n° 2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux

Le IV de l'article 5 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle prévoit que, à titre expérimental et pour une durée de quatre ans maximum à compter de la promulgation de la loi, les recours contentieux formés par certains agents soumis aux dispositions de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires à l'encontre d'actes relatifs à leur situation personnelle et les requêtes relatives aux prestations, allocations ou droits attribués au titre de l'aide ou de l'action

sociale, du logement ou en faveur des travailleurs privés d'emploi peuvent faire l'objet d'une médiation préalable obligatoire, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Le présent décret a pour objet la mise en œuvre de cette expérimentation. Il définit en particulier les services de l'Etat et les collectivités territoriales et établissements publics locaux dans lesquels sont affectés les agents concernés par l'expérimentation, de même que les catégories de décisions devant faire l'objet d'une médiation préalable obligatoire. Il identifie également les instances et autorités chargées d'assurer les missions de médiation et fixe, enfin, les règles permettant de délimiter le champ territorial de l'expérimentation.

(à lire dans : *Journal officiel de la République française. Lois et décrets*, n° 40, 17/02/2018)

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/2/16/JUSC1722999D/jo/texte>

ECONOMIE – FINANCES – CONTRATS PUBLICS

Articles

Fiscalité locale : le scénario que proposent les élus

Le Comité des finances locales doit voter le 27 février 2018 son scénario de la réforme de la fiscalité locale. Très opposée à l'exonération de la taxe d'habitation, l'instance se résigne désormais à la municipalisation de la taxe foncière.

(à lire dans : *Echos (les)*, 27/02/2018, p. 2)

Un service intercommunal permet une meilleure expertise fiscale

Issue de la fusion de plusieurs intercommunalités au 1er janvier 2014, puis élargie en 2017, Valence Romans agglo (Drôme) dispose d'un service unique de fiscalité locale, qui offre une expertise pointue pour préparer les commissions communales et opérer un travail d'optimisation des bases. Sont adhérentes la communauté d'agglomération ainsi que les communes qui le souhaitent, après paiement d'une cotisation annuelle. Le service fiscal commun forme les élus et techniciens de chaque commune adhérente et les accompagne pour préparer les décisions fiscales. Cette initiative a reçu le prix de l'innovation du club finances - Afigese.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2404, 26/02/2018, p. 48-49)

Les recettes pour réduire les dépenses de fonctionnement

Le Conseil constitutionnel a entériné le 18 janvier 2018 le principe de la contractualisation des 322 plus grandes collectivités avec l'État. Celle-ci portera à la fois sur l'encadrement de l'évolution des dépenses et sur la maîtrise de l'endettement. Parmi les dépenses de fonctionnement, la masse salariale est sous le feu des projecteurs. Départs, heures supplémentaires, remplacements, avancement, absentéisme... : les leviers se révèlent nombreux, mais ils sont délicats à actionner et d'une efficacité variable. D'autres pistes peuvent être explorées pour réaliser des économies. Si revoir sa politique d'achat s'avère intéressant, la dématérialisation est l'opportunité d'optimiser ses process, de réorganiser ses services et donc de réaliser des gains de productivité, en supprimant certaines tâches et en limitant les temps morts.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 34-43)

Marché public : quid des pièces justificatives du paiement des dépenses supplémentaires ?

La continuité de la gestion des contrats en cas de modification et le respect des délais de paiement sont mis en danger par une incompatibilité entre deux textes. La nomenclature des dépenses publiques des collectivités territoriales ne traduit que très partiellement les modalités selon lesquelles les marchés peuvent désormais être modifiés. Cette divergence rédactionnelle n'est pas sans incidence sur le risque de rejet, par les comptables publics, des mandats de paiement relatifs aux modifications des marchés.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 60-62)

Service public - Négociation des concessions et délégations: attention aux embûches !

La passation des concessions et des délégations de service public se caractérise toujours par la liberté de négociation accordée aux personnes publiques. Les principes de la commande publique encadrent cependant la conduite des négociations avec les candidats. Exceptionnellement, les personnes publiques peuvent déroger au formalisme qu'elles se sont spontanément imposé.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 64-66)

Formalisme et pragmatisme des délégations de signature des marchés publics locaux

La délégation de signature du maire en matière de marchés publics communaux recouvre deux situations bien distinctes, selon que le conseil municipal exerce sa compétence de passation des marchés publics ou délègue sa compétence, restreignant de fait les pouvoirs de subdélégation du maire. Au-delà de ces deux cas d'école, le juge administratif a su se montrer pragmatique.

(à lire dans : *Courrier des maires et des élus locaux (le)*, n° 320, 02/2018, p. 40-42)

Du bon usage des entreprises publiques locales (EPL) : mode d'emploi à destination des élus locaux et praticiens

Six formes de sociétés locales sont à la disposition des collectivités locales. Cet article propose, en trois étapes, des conseils pour choisir le bon type de société locale et maîtriser les risques juridiques.

(à lire dans : *Actualité Juridique. Collectivités Territoriales*, n° 2, 02/2018, p. 84-87)

Economie circulaire : prenons le tournant ! [dossier]

Ce dossier est consacré à l'économie circulaire, chantier émergent qui cherche encore son « modèle économique » mais offre d'importantes potentialités de relocalisation de l'emploi et de la valeur ajoutée. Outre la question du financement, de la rentabilité, du développement durable, ce dossier présente des retours d'expérience et témoignages d'experts et d'acteurs de terrain.

(à lire dans : *Intercommunalités*, n° 226, 01/2018, p. 9-16)

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/AdCF-Interco226-basse-def.pdf>

EDUCATION – ENSEIGNEMENT

Articles

Etre étudiant aujourd'hui

Se loger, se nourrir, se vêtir... Pour beaucoup d'étudiants, subvenir à ces besoins élémentaires est un combat quotidien. Et même avec une bourse, ils doivent parfois jongler entre jobs et cours. Au détriment de leur réussite future... Les étudiants issus des couches défavorisées sont les premiers à décrocher. En introduisant une sélection fondée sur "les aptitudes attendues" pour chaque cursus, la nouvelle réforme réduirait certaines injustices... quitte à en créer d'autres.

(à lire dans : *Télérama*, n° 3555, 03/03/2018, p. 18-25)

Rythmes scolaires : ces maires qui résistent à la pression des enseignants

Confortés par les familles, des maires tiennent tête aux enseignants hostiles à la réforme "Peillon", comme à Vincennes (Val-de-Marne), Angers (Maine-et-Loire) ou encore à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2404, 26/02/2018, p. 16)

Le Sénat adopte un texte pour encadrer les écoles libres hors contrat

Le Sénat a adopté une proposition de loi destinée à mieux encadrer les écoles libres afin, principalement, de prévenir les risques de radicalisation. Celle-ci a été adoptée par 240 sénateurs, 94 votant contre.

<http://www.maire-info.com/upload/files/pp116-589.pdf>

(à lire dans : *Maire-info.com*, 22/02/2018)

<http://www.maire-info.com/article.asp?param=21612&PARAM2=PLUS&nl=1>

ENFANCE – JEUNESSE –FAMILLE

Articles

Homoparentalité : l'imbroglio du livret de famille

La cellule familiale a évolué, mais pour les couples de femmes mariées qui deviennent mères, l'état civil ne suit pas toujours et complique leur quotidien.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 14)

Investissement social et qualité d'accueil au domicile des assistantes maternelles

L'accueil chez les assistantes maternelles n'est quasiment pas pris en compte dans les perspectives d'investissement social évoquées actuellement dans le domaine de la petite enfance. Or, elles constituent le premier et principal mode d'accueil en France, et touchent les familles les plus modestes. Cette question appelle une réflexion sur la nécessaire formalisation du "contrôle qualité" et de l'accompagnement de ces professionnelles, afin de valoriser la qualité de ce mode d'accueil.

(à lire dans : *Métiers de la petite enfance*, n° 254, 02/2018, p. 11-13)

Risques, normes et qualité d'accueil [dossier]

Au sommaire du dossier :

- La demande accrue de sécurité
- Incertitudes et risques en établissement d'accueil
- Normes de sécurité et gestion des risques : quel impact sur la créativité des structures petite enfance ?
- Un management participatif pour faire vivre la confiance
- "Face aux questions de sécurité, il faut travailler en équipe"

(à lire dans : *Métiers de la petite enfance*, n° 254, 02/2018, p. 15-26)

Maltraitance - Les difficultés des professionnels face au signalement d'un enfant en danger

Les professionnels de santé ou de l'action sociale sont parfois malheureusement confrontés à des situations de maltraitance d'un enfant. Ils peuvent alors être tentés de minimiser la gravité de la situation, ou avoir des doutes sur la nécessité de faire un signalement. Or, devant tout signe de mauvais traitement, le professionnel doit émettre une information préoccupante afin qu'une enquête soit ouverte et que la sécurité de l'enfant soit assurée.

(à lire dans : *Métiers de la petite enfance*, n° 254, 02/2018, p. 27-29)

La politique d'accueil du jeune enfant - Revues de dépenses 2017

L'Inspection générale des affaires sociales et l'Inspection générale des finances ont été chargées d'une mission d'évaluation des dépenses publiques en matière d'accueil du jeune enfant (0-3 ans) en 2015. Ces revues de dépenses "contribuent à la maîtrise des comptes publics sans se départir d'une préoccupation de qualité et de pertinence des services rendus, préoccupation particulièrement forte s'agissant de la prise en charge de la petite enfance" notent les auteurs de ce rapport.

(à lire dans : *Inspection générale des affaires sociales ; Inspection générale des finances*, 06/2017, 232 p)

<http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RdD2017-enfant.pdf>

ENVIRONNEMENT

Articles

Le projet alimentaire territorial, un modèle d'avenir

La cinquantaine de projets alimentaires territoriaux (PAT) existant aujourd'hui sont tous un peu différents. Tour d'horizon de cette diversité territoriale.

http://www.amf.asso.fr/upload/fichiers/documents/AMF_14640VADE_MECUM_ENCOURAGER_L_APPROVISIONNEMENT_LOCAL.pdf

(à lire dans : *Maires de France*, n° 354, 02/2018, p. 24-26)

Qualité de l'air : le rôle et les outils des élus

Enjeu capital pour la santé, la lutte contre la pollution atmosphérique nécessite des actions ambitieuses et efficaces. Les collectivités locales en sont le fer de lance. Même si, pour créer les conditions du changement et garantir à chacun un air respirable, la conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs est bien évidemment incontournable.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 354, 02/2018, p. 34-39)

La police des dépôts sauvages : tentons de déblayer sans se salir les mains !

Il n'est pas rare de constater des dépôts irréguliers de déchets sur les territoires communaux. Cette étude rappelle les moyens juridiques dont dispose le maire afin de les éradiquer. En vertu de ses pouvoirs de police administrative générale et spéciale, le maire est effectivement compétent pour sanctionner les dépôts sauvages.

(à lire dans : *Actualité Juridique. Collectivités Territoriales*, n° 2, 02/2018, p. 87-92)

GEMAPI : le législateur rebat les cartes à quelques jours de l'échéance légale

Par un ultime aménagement adopté à la veille de l'application de la compétence Gemapi, le législateur a décidé, fin 2017, d'atténuer les dispositions de la loi sur la compétence eau. Il autorise notamment l'intervention des départements et régions et assouplit largement les modalités de transfert.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2017/12/30/INTX1730876L/jo/texte>

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 515, 02/2018, p. 56-58)

EUROPE

Articles

2018 : année charnière à un an des élections européennes

De nombreux textes législatifs touchant les collectivités vont être adoptés ou présentés à Bruxelles. Le Brexit et la zone euro domineront l'agenda.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 354, 02/2018, p. 20-21)

POLITIQUE D'IMMIGRATION

Articles

Délais raccourcis, mots-clés de la loi asile immigration

A la veille de sa présentation en conseil des ministres, mercredi 21 février, le projet de loi prévoit notamment des changements sur l'entrée et la durée des séjours des personnes entrant sur le territoire français.

(à lire dans : *Monde (le)*, 21/02/2018, p. 8-9)

Rapport Taché : des propositions pour le volet "intégration" du projet de loi Asile et Immigration

A la veille de la présentation du projet de loi sur l'asile et l'immigration, le rapport du député Aurélien Taché sur la politique d'intégration lance un ensemble de 72 propositions, dont beaucoup misent sur le contrat d'intégration républicaine (CIR) conclu entre l'Etat et tout primo-arrivant. Très net renforcement des heures d'enseignement du français et de formation civique, insertion professionnelle plus précoce, "accompagnement global" y compris en matière de logement, accès aux emplois publics, création d'une agence... Un comité interministériel validera dans les prochaines semaines les suites que l'exécutif donnera à ce rapport.

<http://www.gouvernement.fr/argumentaire/integration-donner-a-ceux-qui-le-veulent-toutes-les-chances-de-s-inserer>

(à lire dans : *Localtis.info*, 20/02/2018)

<https://www.caissesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250280637102>

Accueil des migrants, les maires "au pied du mur"

Les communes demeurent au cœur de la problématique de l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés en particulier.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 354, 02/2018, p. 15)

POLITIQUES DE SECURITE

Articles

Harcèlement de rue : un rapport parlementaire prône une amende de 90 à 350 euros

Les cinq députés, à qui la secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, avait demandé de travailler sur la « verbalisation du harcèlement de rue », lui ont rendu leur rapport. Dans ce rapport, rendu à la fois à Marlène Schiappa et aux ministres de l'Intérieur et de la Justice, Gérard Collomb et Nicole Belloubet, les députés plaident pour l'abandon de la notion de « harcèlement de rue » au bénéfice « d'outrage sexiste et sexuel ».

<http://www.maire-info.com/upload/files/rapportverbalisationharcèlement.pdf>

(à lire dans : *Maire-info.com*, 01/03/2018)

<http://www.maire-info.com/article.asp?param=21640&PARAM2=PLUS&nl=1>

Meurtre d'Aurélie Fouquet : Redoine Faïd jugé en appel avec sept autres accusés

La cour d'assises de Paris rejuge à partir de mardi 27 février le braqueur multirécidiviste Redoine Faïd et sept autres accusés pour le meurtre de la policière municipale, Aurélie Fouquet, sur l'autoroute A4 le 20 mai 2010. Ils avaient été condamnés en 2016 à des peines allant de un à 30 ans de prison. Le procès doit durer jusqu'au 13 avril.

(à lire dans : *lagazettedescommunes.com* – *Club prévention sécurité*, 27/02/2018)

CIPDR - Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation

La radicalisation s'est affirmée en France à l'instar d'autres pays européens et au-delà, comme une menace durable pour notre sécurité et notre cohésion sociale. Face à cette menace, une politique publique nouvelle de prévention de la radicalisation, qui articule logiques sociale et de sécurité, a été construite à partir de 2014. Le plan de lutte anti-terroriste (PLAT) du 29 avril 2014 et le plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme (PART) du 9 mai 2016 ont développé cette politique de prévention autour de la détection, la formation, la prise en charge en milieux ouvert et fermé et le développement de la recherche.

Ce plan, fruit d'une large concertation menée par le secrétariat général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, a mobilisé 20 départements ministériels à partir du retour sur les dispositifs mis en place et expérimentations conduites.

Il formule 60 mesures, pour réorienter la politique de prévention suivant 5 axes.

(à lire dans : *gouvernement.fr*, 23/02/2018, 32 p)

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2018/02/dossier_de_presse_-_comite_interministeriel_de_prevention_de_la_delinquance_et_de_la_radicalisation_-_23.02.2018.pdf

Prévention de la délinquance : Bernard Reynès appelle au renforcement du rôle du maire

Alors que le gouvernement affiche son intention de donner un second souffle au partenariat local de sécurité, le député LR Bernard Reynès remet sur la table une proposition de loi visant à conférer de nouvelles prérogatives aux maires et aux policiers municipaux.

<http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion0699.asp>

(à lire dans : *lagazettedescommunes.com* – Club prévention sécurité, 22/02/2018)

Pour les syndicats, les missions des policiers municipaux "ont rattrapé celles des policiers nationaux"

Auditionnés par les sénateurs de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure, les représentants des syndicats de policiers municipaux déplorent un manque de complémentarité avec la police et la gendarmerie.

(à lire dans : *Localtis.info*, 21/02/2018)

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250280641095&nl=1>

Comment la région Ile-de-France a investi le champ de la sécurité

En hausse de plus de 200% par rapport à 2015, les investissements en matière de sécurité de la Région Ile-de-France atteindront 21,3 millions d'euros en 2018. Le vice-président chargé de la sécurité Frédéric Péchenard détaille au Club Prévention Sécurité le bilan des deux dernières années et les projets de la Région.

(à lire dans : *lagazettedescommunes.com* – Club prévention sécurité, 21/02/2018)

Risques psychosociaux : comment mieux soutenir les policiers agressés

Insultes, caillassages, intimidations... Le quotidien des policiers municipaux est souvent entaché de violence. Leur accompagnement par les communes peine parfois à se mettre en place.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 26-28)

Mineurs délinquants. Retour à la case prison

Un colloque a mis en lumière que les principes de l'ordonnance de 1945 sur la protection des mineurs privilégiant l'éducation à l'enfermement sont battus en brèche. Faute de moyens, de temps et de capacités d'adaptation des structures judiciaires, l'envoi en détention d'un jeune délinquant redevient la règle et les stratégies éducatives l'exception. Explication d'une dérive.

(à lire dans : *Actualités sociales hebdomadaires*, n° 3048, 16/02/2018, p. 14-15)

L'ordre public n'est pas un ordre moral : annulation d'un arrêté municipal interdisant un affichage préventif contre le SIDA

Un arrêté municipal interdisant l'affichage d'une campagne de prévention contre le SIDA sur le territoire de la commune est entaché d'illégalité lorsque la moralité publique invoquée ne répond ni à un trouble à l'ordre public, ni à une atteinte à la dignité de la personne humaine. Dans la suite logique de la jurisprudence en la matière, la décision du tribunal administratif de Montreuil (9 nov. 2017, n° 160918, 1609204, 1610019) offre une nouvelle illustration par le prisme d'une campagne de prévention initiée par l'État et pour laquelle on imaginait mal le juge la qualifier d'"immorale".

<http://montreuil.tribunal-administratif.fr/content/download/117330/1185071/version/1/file/1609168.pdf>

(à lire dans : *Actualité Juridique. Collectivités Territoriales*, n° 2, 02/2018, p. 105-106)

La responsabilité de l'Etat du fait des attroupements

La loi organise une responsabilité de l'État du fait des attroupements, dont les conditions d'engagement évoluent régulièrement.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 354, 02/2018, p. 58-59)

RESSOURCES HUMAINES – MANAGEMENT

Articles

Dix ans de profondes mutations de la fonction RH

Durant la décennie passée, les ressources humaines ont profondément évolué sous l'effet conjugué des restrictions budgétaires, du numérique et de l'allongement des carrières, jusqu'à devenir une fonction stratégique.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2404, 26/02/2018, p. 26-28)

"Les collectivités n'ont pas à s'inspirer des entreprises"

Entretien avec François Dupuy, sociologue des organisations qui décrypte, dans son ouvrage, l'appauvrissement du management dans le secteur privé comme dans la fonction publique.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 24)

La lutte contre le sexisme au travail passe par la formation

En deux ans, la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) a formé ses agents à la question du sexisme et du harcèlement sexuel.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 30)

Le Codev ? un puissant outil de changement !

Comment est vécue la mise en place d'un Codev dans les collectivités ? Après avoir expliqué dans notre précédent numéro comment fonctionnait un Codev et les conditions de sa réussite nous donnons maintenant la parole aux territoriaux qui ont vécu cette expérience et aux élus sur les raisons qui les amènent à vouloir favoriser ces nouvelles pratiques. Développer la culture du partage, de l'écoute, de la coopération, le Codev "n'est rien d'autre que ça". Le Codev a pour but d'aider le collègue-client à mieux comprendre pour mieux agir, à apprendre à partir de ce qu'il expose et de ce qu'il reçoit lors de la phase de consultation.

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 515, 02/2018, p. 38-40)

SOCIAL – SANTE – HANDICAP

Articles

Paternité, emploi, argent... Un groupe de parole aide les hommes à surmonter leurs difficultés

A Joigny (Yonne), des hommes discutent chaque mois, entre eux, des problèmes qu'ils rencontrent. Ecoute, interrogations, entraide et conseils sont au rendez-vous.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2404, 26/02/2018, p. 50)

Ces villes qui font la chasse aux perturbateurs endocriniens

Les perturbateurs endocriniens sont de plus en plus reconnus comme la cause de cancers et de maladies chroniques telles que l'obésité et le diabète. Les maternités et les structures de la petite enfance sont les premiers secteurs concernés, puisque les mille premiers jours à partir de la fécondation sont les plus critiques. Sensibiliser les professionnels et les acheteurs publics tout en menant des campagnes d'information grand public s'avèrent déterminants.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 48-49)

Convergence tarifaire des EHPAD. Dynamite ou dynamique ?

Un an après le lancement de la convergence tarifaire, il apparaît que cette réforme est avantageuse pour le secteur privé et pénalisante pour le secteur public, alors qu'il s'agit officiellement de rééquilibrer les dotations entre établissements sur et sous-dotés. Alors pourquoi cette incompréhension ? Y aurait-il un loup dans le flou de cette réforme que certains dénoncent ? Explications.

- Trois questions à Pascal Champvert : "Où est le ratio un pour un ?"

- Des dotations "dépendance" à géographie variable

(à lire dans : *Actualités sociales hebdomadaires*, n° 3048, 16/02/2018, p. 18-21)

Travail social. La réforme des diplômes sur les rails

La refonte de cinq diplômes d'Etat (assistant de service social, conseiller en économie sociale et familiale, éducateur de jeunes enfants, éducateur spécialisé et éducateur technique spécialisé) a reçu un avis favorable de la commission professionnelle consultative (CPC) du travail social et de l'intervention sociale, le 22 janvier (voir ASH n° 3045 du 26-01-18, page 9). Mais, on ne connaissait pas encore le contenu de cette réforme. Les ASH se sont procuré les projets de textes avalisés par la CPC. Ils permettent d'y voir plus clair sur la réforme, mais des inconnues perdurent...

(à lire dans : *Actualités sociales hebdomadaires*, n° 3048, 16/02/2018, p. 6-9)

La stratégie nationale de santé mise sur la prévention

Les collectivités sont appelées à jouer un rôle dans les volets sur la prévention et l'accès aux soins dans la stratégie nationale de santé pour 2018-2022, adoptée fin décembre 2017.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 354, 02/2018, p. 14)

Comment la technologie aide les CCAS/CIAS dans leurs missions ?

Au sommaire

- Roubaix : un logiciel de service à domicile commun
- CCAS d'Aubervilliers : un investissement
- Dématérialisation ne rime pas avec déshumanisation
- Le CCAS de Sainte Egrève assure la médiation numérique
- Cheylard : le choix technologique adapté pour les séniors
- L'Etape, pour franchir le pas de la domotisation

(à lire dans : *Actes : actions et territoires du social*, n° 484, 01/2018, p. 11-21)

SOCIETE

Articles

La " sécession " des citoyens les plus aisés

L'érosion de la mixité sociale menace le modèle républicain, selon une étude de la Fondation Jean-Jaurès.

(à lire dans : *Monde (le)*, 22/02/2018, p. 7)

SPORT – LOISIRS – ANIMATION

Articles

Sports-Politique de la ville. Jean-Philippe Acensi "Nous souhaitons créer 5 000 emplois d'éducateurs sportifs de prévention"

Jean-Philippe Acensi, président de Bleu, Blanc, Zèbre et fondateur de l'Agence pour l'éducation par le sport dans le cadre de la démarche visant à encourager le déploiement d'éducateurs sportifs de prévention dans les quartiers prioritaires, répond aux questions sur les sujets suivants :

- les "états généraux de la ville" et le sport
- pour quelles raisons plus d'éducateurs ?
- le rôle du sport dans ce contexte
- quelles suites pour la ville de Sevran ?

(à lire dans : *Localtis.info*, 16/02/2018)

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Article/s/Articles&cid=1250280620333&nl=1>

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – COMMUNICATION

Articles

RGPD : protéger les données à caractère personnel dès la conception des traitements

Les collectivités territoriales constituent des responsables de traitements de données personnelles au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD). Les dispositions du RGPD, qui imposent une protection accrue des données personnelles, entreront en vigueur le 25 mai 2018. Les collectivités devront notamment avoir intégré le principe de protection des données dès la conception ou "privacy by design".

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2404, 26/02/2018, p. 58-59)

Avec FranceConnect, une identification unique pour tous les services en ligne de la ville

La ville de Vincennes a troqué son système d'identification unique contre FranceConnect, système développé par l'État qui permet d'utiliser un même identifiant commun à plusieurs services (impôts, sécurité sociale, poste). A la clé : une navigation facilitée

<https://franceconnect.gouv.fr/>

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2403, 19/02/2018, p. 53)

Les élus dans l'œil du cyclone numérique

Avec la multiplication des blogs et des réseaux sociaux, des élus locaux sont confrontés à la calomnie qui prospère derrière l'anonymat d'internet.

(à lire dans : *Journal des maires et des conseillers municipaux*, n° 2, 02/2018, p. 36-37)

Adopter l'écriture inclusive

De plus en plus de collectivités se penchent sur la question du langage qu'elles emploient et de son impact en matière d'égalité femmes-hommes.

(à lire dans : *Journal des maires et des conseillers municipaux*, n° 2, 02/2018, p. 38-39)

Comment fait-on pour... gérer efficacement la correspondance électronique ?

Le message électronique est devenu le premier mode de correspondance et détrône désormais largement le courrier papier dans les collectivités. Mais, compte tenu de l'importance des flux quotidiens, beaucoup ne sont pas lus et ne reçoivent jamais de réponse. Conseils pour une gestion plus efficace.

(à lire dans : *Journal des maires et des conseillers municipaux*, n° 2, 02/2018, p. 48-49)

NOUS AVONS RECU

L'école et le territoire - L'éducation par les communes, les départements et les régions /

BERTIN Catherine, CONSTANT-MARTIGNY David, RAINAUD Jean - Territorial éditions, Dossier d'experts, 2018

(Localisation : 431-BER-E)

Phonétique progressive du Français avec 600 exercices - Niveau intermédiaire /

CHARLIAC Lucile, MOTRON Annie-Claude - Clé international, 2017

(Localisation : 441-CHA-P)

Mutualiser les services techniques : guide opérationnel /

BLOND BUTLEN Sonia, PANIN Stéphane - Territorial éditions, Dossier d'experts, 2017

(Localisation : 7-BUT-M)

Créer une dynamique de territoire : solutions nouvelles, participatives et durables /

JAUNAY André - Territorial éditions, Dossier d'experts, 2017

(Localisation : 70-JAU-C)

Réussir l'accueil d'enfants en situation de handicap - Méthodologie pour les accueils collectifs de mineurs /

COURTESSEYRE Philippe, FERNANDEZ Julien, LAINE Soizig - Territorial éditions, Dossier d'experts, 2017

(Localisation : 820-COU-R)